NIGER

La violence contre les services de soins de santé en temps de conflit

2024

SAFEGUARDING HEALTH IN CONFLICT

Insecurity Insight
Data on People in Danger

Niger

INCIDENTS SIGNALÉS ET PRÉOCCUPATIONS LES PLUS FRÉQUENTES

INCIDENTS SIGNALÉS	INCIDENTS OÙ DES FOURNITURES MÉDICALES ONT ÉTÉ PILLÉES	INCIDENTS OÙ DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ INCENDIÉS	PROFESSIONNELS DE SANTÉ TUÉS	ENLÈVEMENTS DE PROFESSIONNELS DE SANTÉ
2024				
15	4	3	3	3
2023				
19	5	0	0	7
2022				
14	0	0	1	0

Source: 2022-2024 NER SHCC Données sur les soins de santé

VUE D'ENSEMBLE

La Coalition pour la sauvegarde de la santé dans les conflits (SHCC) a recensé 15 incidents de violences ou d'obstruction à l'accès aux soins de santé au Niger en 2024, contre 19 en 2023 et 14 en 2022. Au cours de ces incidents, des établissements de santé ont été incendiés et des fournitures médicales pillées. Trois professionnels de santé ont été tués, et trois autres enlevés.

Les insurrections se sont intensifiées et la crise humanitaire s'est aggravée.

Un drone présumé des Forces armées nigériennes (FAN) a frappé une clinique qui soignait des victimes d'une précédente attaque sur un marché à Tillabéri.

L'accès insuffisant à des services de santé de qualité est un facteur clé de la malnutrition.

Les informations sont compilées à partir de sources ouvertes, de mécanismes de partage de données des agences humanitaires, de projets d'information, ainsi que de sources privées. Voir la méthodologie pour plus d'informations.

Rapport complet (anglais) | Résumé exécutif | Méthodologie | Données

Niger

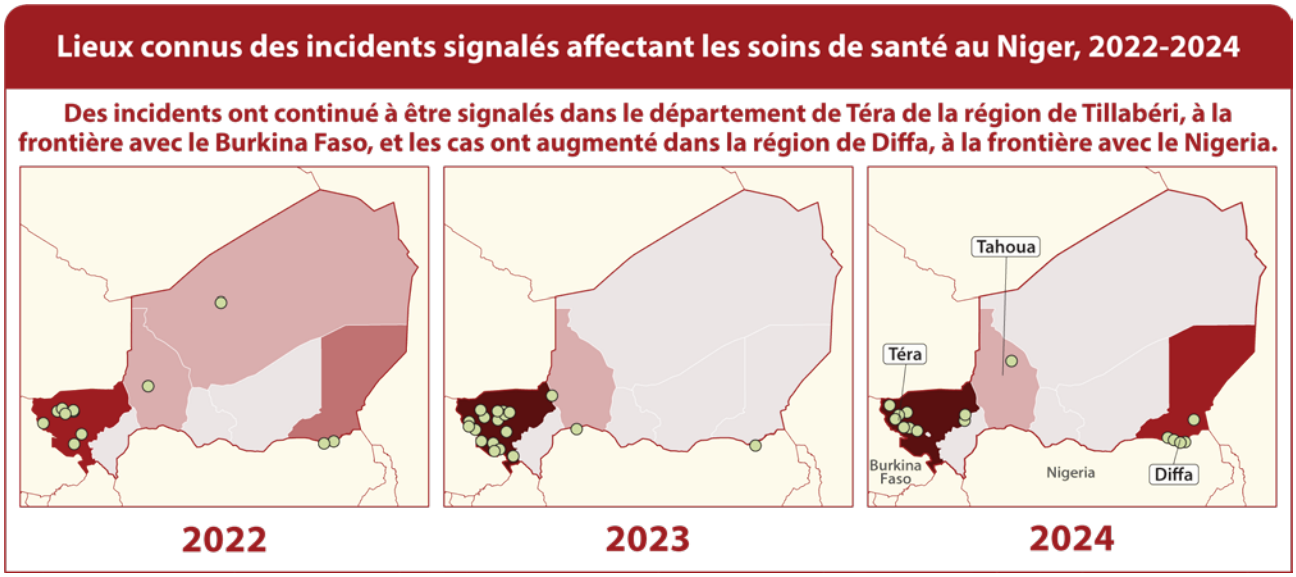
LE CONTEXTE

Le conflit s'est poursuivi au Niger en 2024, avec une augmentation de près de 50 % des personnes tuées par rapport à 2023.[1] Le gouvernement militaire, arrivé au pouvoir à la suite du coup d'État de juillet 2023, est resté en place. Le conflit a été particulièrement intense dans la région occidentale de Tillabéri, à la frontière avec le Mali et le Burkina Faso, où les groupes JNIM (Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin) et ISSP (Province du Sahel de l'État islamique) ont poursuivi leur lutte contre les FAN. Au sud-est, dans la région de Diffa, ISWAP (Province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest) et Boko Haram ont lancé des attaques répétées contre les civils et les forces de sécurité.[2]

La situation humanitaire a été aggravée par les pires inondations depuis 2020, qui auraient affecté 46 500 ménages et causé la mort de plus de 200 personnes. En 2024, plus de 500 000 personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays et 3,1 millions avaient besoin d'assistance humanitaire.

VIOLENCE OU ENTRAVE AUX SOINS DE SANTÉ EN 2024

Des incidents ont été signalés dans trois des sept régions du Niger. Comme les années précédentes, la majorité des cas ont été enregistrés dans le département de Téra (région de Tillabéri), à la frontière avec le Burkina Faso, tandis qu'un nombre croissant d'incidents ont été observés dans la région de Diffa, près de la frontière avec l'État de Yobe au Nigéria, où les FAN affrontent Boko Haram. Tous les incidents ont concerné des professionnels de structures de santé nationales.



Source: Coalition pour la sauvegarde de la santé dans les conflits

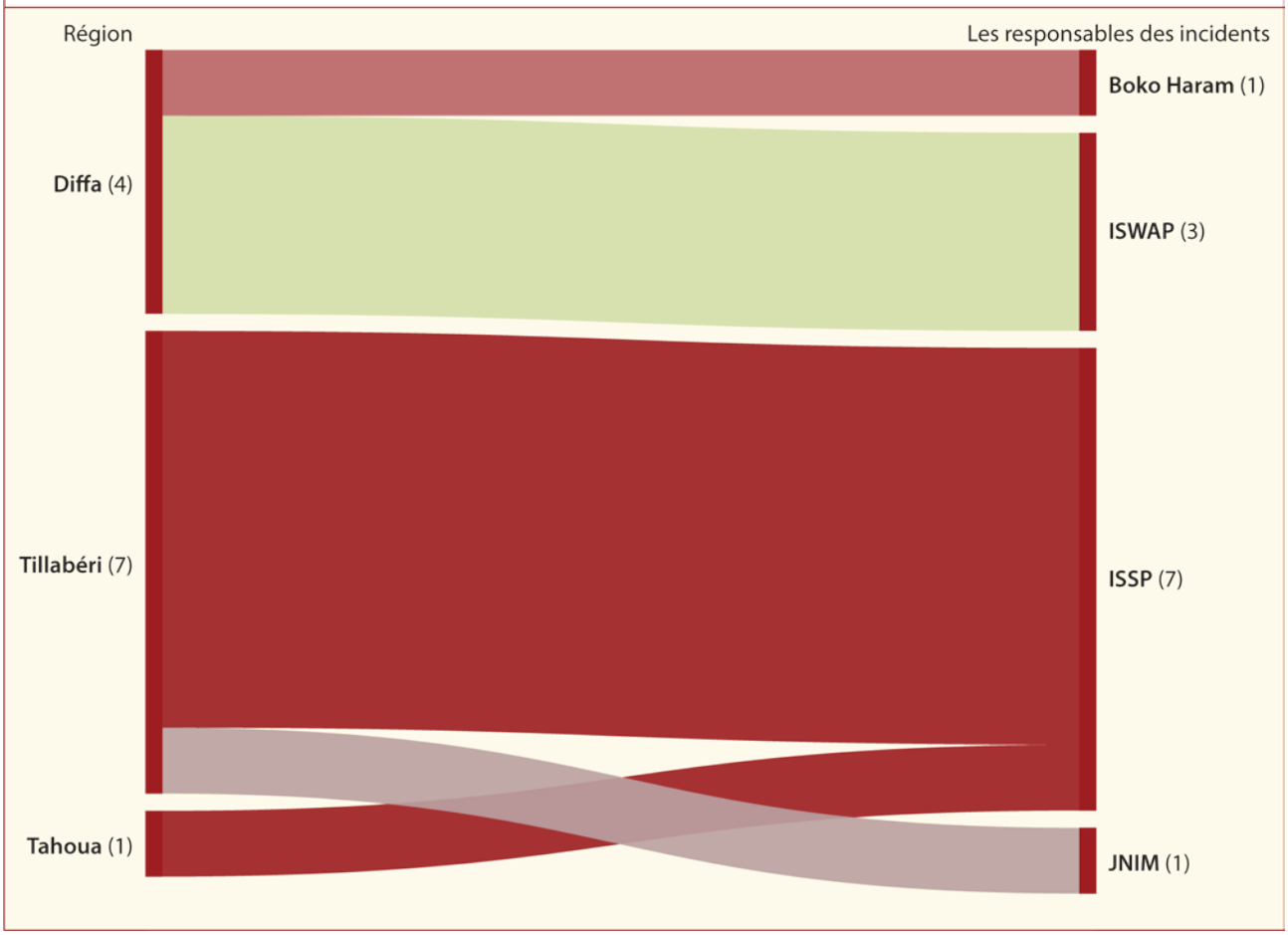
En 2024, les détournements d'ambulances et le pillage de fournitures médicales ont persisté, tandis que les assassinats de personnels de santé et les incendies d'établissements ont augmenté. Pour la première fois depuis que le SHCC a commencé à établir des rapports en 2014, un drone armé d'explosifs a été signalé comme ayant affecté les soins de santé au Niger. Au cours de l'incident, qui s'est produit en octobre, un drone présumé des FAN a frappé une clinique qui soignait les blessés d'une attaque précédente sur un marché de la ville de Tillabéri.[3]

Niger

Comme les années précédentes, la plupart des incidents signalés à Tillabéri ont été attribués à des militants de l'ISSP armés d'armes à feu. Les combattants de l'ISWAP dans la région de Diffa ont été cités comme auteurs de trois incidents entre mai et octobre, soit une augmentation par rapport à 2023, ce qui reflète la présence croissante du groupe dans la région.[4] Des combattants de Boko Haram dans la région de Diffa ont tendu une embuscade et détourné une ambulance.[5] Des combattants de Boko Haram ont également détourné une ambulance – il s'agit du premier incidentde ce type identifié par le SHCC au Niger. En 2024, un incident a été attribué à des membres du JNIM, contre cinq en 2023. D'autres auteurs d'attaques sont restés non identifiés.

Auteurs nommés des attaques signalées affectant les soins de santé au Niger, 2024

Plus de la moitié des incidents signalés ont été attribués à l'ISSP. Boko Haram, le JNIM et l'ISWAP ont également été désignés comme responsables de violences contre les soins de santé.



Source: Coalition pour la sauvegarde de la santé dans les conflits

Incendie d'établissements de santé, vol d'ambulances et pillage de fournitures médicales

Au moins trois centres de santé ont été incendiés par l'ISSP (Tillabéri) et l'ISWAP (Diffa), souvent lors d'attaques plus larges. Des médicaments et équipements vitaux ont été pillés ou ambulances détournées par des membres du JNIM, ISSP et ISWAP. Dans un cas, après avoir échoué à voler du matériel, des combattants de l'ISWAP ont incendié un centre de santé.[6]

Niger

Travailleurs de la santé tués et enlevés

Trois professionnels de santé ont été tués lors de deux incidents survenus au Niger en 2024. Deux ont perdu la vie lors d'une attaque menée par des combattants de l'ISSP contre un centre de santé dans la ville de Téra. Un conducteur d'ambulance a également été tué, et trois autres personnes – possiblement des professionnels de santé – ont été enlevées après qu'un groupe armé non identifié a tendu une embuscade à leur ambulance dans la région de Diffa, au sud-est du Niger, où l'ISWAP est actif.[7] Le SHCC avait précédemment signalé le meurtre d'un professionnel de santé en mai 2022, lorsqu'un agent présumé de l'État islamique avait tué un professionnel de santé et d'autres civils sur l'axe Gadobo-Sangara dans la région de Tillabéri.

Trois professionnels de santé ont été enlevés lors de deux incidents en 2024, contre sept dans cinq incidents en 2023. Cette année, des combattants de l'État islamique ont enlevé des professionnels de santé dans les départements de Filingué et de Téra, dans la région de Tillabéri, ce qui marque un changement par rapport à 2023, où le plus grand nombre d'incidents avaient été signalés dans le département de Say.[8] Les enlèvements ont eu lieu lors d'attaques contre des villages et des villes. Par exemple, un professionnel de santé et un pharmacien auraient été enlevés par des combattants de l'ISSP lors d'un raid en mars sur le village d'Ibankan, dans le département de Filingué.[9]

Cette fiche d'information est basée sur les données 2022-2024 du NER SHCC sur les soins de santé. Téléchargez les données ici ou sur le Humanitarian Data Exchange (HDX).

L'IMPACT DES ATTAQUES SUR LES SOINS DE SANTÉ

Le système de santé du Niger souffre de faiblesses structurelles de longue date, antérieures à la récente intensification de la violence et de l'instabilité. Cela se traduit par un taux de mortalité infantile de 60 pour 1 000 naissances vivantes et une espérance de vie à la naissance de seulement 62 ans.

Jusqu'à ces dernières années, la formation des médecins et des infirmiers avait lieu à l'extérieur du Niger, notamment au Maroc, au Sénégal et au Burkina Faso. L'absence d'institutions de formation a contribué à une grave pénurie de professionnels de santé. D'après le système de suivi de la disponibilité des ressources et des services de santé, cela a entraîné la non-fonctionnalité ou le fonctionnement partiel de nombreux établissements de soins de santé. Les violences continues visant les professionnels et les structures de santé ont probablement aggravé cette situation en rendant la profession moins attrayante pour les futurs étudiants.

La violence prolongée et l'insécurité ont aussi probablement aggravé les obstacles empêchant les patients de rechercher des soins. Une enquête menée par REACH Initiative en mai 2024 a révélé que l'accès aux soins de santé était jugé « problématique » dans une proportion significative des localités évaluées dans la région de Tahoua. En fin de compte, ces facteurs ont contribué à des résultats négatifs pour les patients. Par exemple, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré en janvier 2025 que l'« accès inadéquat à des services de santé de qualité » était un facteur clé de la malnutrition au Niger. L'insécurité pourrait également avoir entraîné une baisse des admissions dans les structures de santé pour le traitement de la malnutrition. L'expulsion par le gouvernement nigérien, en novembre 2024, de l'ONG française Acted – qui soutenait les services d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans les communautés déplacées – ainsi que de l'ONG locale Action Pour le Bien-Être (APBE), a pu exacerber encore davantage la situation.

Niger

SURVEILLANCE DES RÉSEAUX SOCIAUX

Dans le cadre de son projet de surveillance des réseaux sociaux au Sahel, Insecurity Insight suit le discours public en ligne afin d'aider les organisations humanitaires à anticiper les risques, à lutter contre la désinformation et à naviguer dans un espace d'information de plus en plus politisé.

D'avril à décembre 2024, le discours des réseaux sociaux au Niger - et plus largement dans tout le Sahel - a reflété un scepticisme croissant à l'égard de l'aide internationale. Alors que l'activité globale a diminué vers la fin de l'année, les récits négatifs sont restés présents, en particulier sur X, où les organisations internationales ont souvent été dépeintes comme des véhicules d'ingérence étrangère ou d'accroissement de l'influence géopolitique de leurs pays d'origine respectifs.

Au Niger, les critiques se sont déplacées de certaines agences spécifiques vers des préoccupations plus générales concernant le secteur humanitaire. Les thèmes abordés incluaient des accusations de corruption, d'espionnage et de dépendance à l'aide, souvent exprimées dans une optique nationaliste ou anti-occidentale. Un petit nombre de comptes très actifs – certains alignés sur les gouvernements militaires de la région et adoptant une posture pro-russe – ont continué à remettre en question la présence et les motivations des ONG étrangères. Ces récits ont fait écho à des tendances observées au Mali et au Burkina Faso, signalant une dynamique régionale.

Les effets de ce sentiment deviennent de plus en plus tangibles. En novembre 2024, l'ONG française Acted, présente au Niger depuis 2009 et engagée dans des activités humanitaires et sanitaires, y compris dans les services WASH, a été expulsée, tout comme l'ONG locale ABPE. La réaction sur les réseaux sociaux a été notablement discrète, reflétant soit un désengagement, soit une crainte de s'exprimer. Par ailleurs, un journaliste ayant publiquement critiqué ces expulsions a été arrêté, renforçant les inquiétudes concernant la réduction de l'espace de dialogue civique.

Alors que les organisations humanitaires internationales réévaluent leur rôle dans ce contexte en mutation, il existe un risque de perturbation des services essentiels. Si le désir d'une plus grande appropriation nationale des programmes de santé et de développement est compréhensible – et dans bien des cas, bienvenu – des transitions rapides ou motivées par des considérations politiques pourraient entraîner des lacunes critiques, notamment dans les communautés déjà confrontées à l'instabilité ou à un accès limité aux soins.

Niger

1 Politique d'attribution de la base de données ACLED (Armed Conflict Location & Event Data), https://acleddata.com/privacy-policy/ (consulté le 1er janvier 2025).
2 Politique d'attribution de la base de données ACLED (Armed Conflict Location & Event Data), https://acleddata.com/privacy-policy/ (consulté le 1er janvier 2025).
3 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 NER SHCC Health Care Data (données sur les soins de santé). Numéro d'incident 85536.
4 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 NER SHCC Health Care Data (données sur les soins de santé). Numéros d'incidents 92449 ; 92445 ; 46898.
5 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 NER SHCC Health Care Data (données sur les soins de santé). Numéro d'incident 47360.
6 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 NER SHCC Health Care Data (données sur les soins de santé). Numéro d'incident 92449.
7 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 NER SHCC Health Care Data (données sur les soins de santé). Numéros d'incidents 85101 ; 67123.
8 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 NER SHCC Health Care Data (données sur les soins de santé). Numéros d'incidents 92447 ; 46299.
9 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 NER SHCC Health Care Data (données sur les soins de santé). Numéro d'incident 46299.

SAFEGUARDING HEALTH IN CONFLICT

La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit *(Safeguarding Health in Conflict – SHCC)* rassemble plus de 40 organisations non-gouvernementales et a pour objectif de protéger les travailleuses et travailleurs humanitaires ainsi que les services de santé menacés dans les contextes de guerre ou par les troubles civils. Nous sensibilisons le public aux attaques contre les soins de santé au niveau mondial et nous exerçons un plaidoyer auprès des agences des Nations Unies pour qu'elles mettent en place des mesures plus importantes de protection des soins de santé au niveau mondial. Nous surveillons les attaques, renforçons les normes universelles relatives au respect du droit à la santé et nous exigeons que les auteurs de ces actes rendent des comptes.
www.safeguarding-health.com

La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit
615 N. Wolfe Street, E7143, Baltimore, MD 21205
SHCC administrator, safeguardinghcc@gmail.com